Les Echos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
27/03/09
P. 7
Collectivités locales

TRANSPORTS

La région Ile-de-France lance son plan de mobilisation pour les transports sans attendre l'annonce par Nicolas Sarkozy du projet mis au point par Christian Blanc pour le Grand Paris. Les deux approches ne sont pas totalement incompatibles.

L'Etat dispute à la région les commandes sur les transports d'Ile-de-France

L'Etat ira-t-il jusqu'à remettre en question le Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) ? Rien n'est sûr, d'autant que cela pourrait nécessiter une réforme de la loi de décentralisation qui confie à la région l'organisation des transports.

Toujours est-il qu'en déclarant mardi dernier à Saint-Quentin (Aisne) qu'il allait *« agir encore plus radicalement dans le système de transport francilien »*, le président de la République a fait monter d'un cran la pression qu'exerce le gouvernement sur la région, la SNCF et la RATP pour améliorer les conditions de trajet des Franciliens.

Aller au-delà du plan

De toute évidence, il veut aller bien au-delà du plan ambitieux de 18,6 milliards d'euros préparé et lancé aujourd'hui par la région, qui consiste essentiellement à accélérer, en les actualisant, des projets existants, pour certains, de longue date.

Le plan du secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale, Christian Blanc, que présentera le président de la République, Nicolas Sarkozy, le 29 avril, couvre en effet tout le spectre des prérogatives du Syndicat des transports d'Ile-de-France.

Toute la difficulté a été de concilier *« le futur réseau de transport du Grand Paris tout en répondant aux nécessités urgentes des transports d'aujourd'hui »*, indiquait Christian Blanc le 17 mars dernier à la Cité de l'architecture.

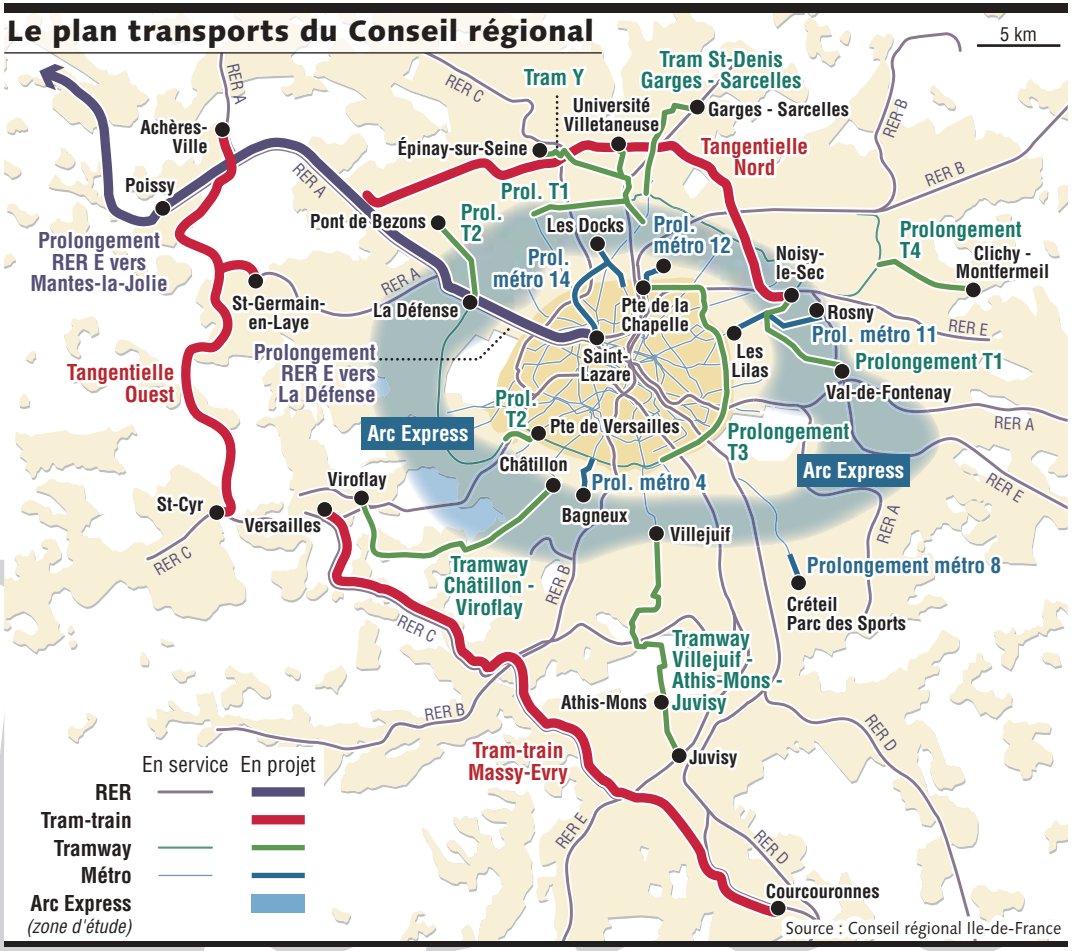
Partenariats public-privé

Décrivant *« un réseau primaire structurant »* de 130 kilomètres *« très efficace (…) où la sécurité soit maximale, (…) qui puisse fonctionner nuit et jour »*, il a indiqué qu'il pourrait être *« réalisé en dix à douze ans »*.

Qui plus est, ce réseau sera maillé avec l'existant en reprenant et en complétant une grande part des projets élaborés dans le cadre du schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) préparé par la région ainsi que des idées évoquées par les architectes consultés par le gouvernement de François Fillon.

Evalué entre 15 et 20 milliards d'euros, il sera financé sur cinquante ans dans le cadre de partenariats public-privé. La région sera invitée à s'y joindre.

D. MA.



Tous droits réservés – Les Echos – 2009